

## Devons-nous avoir peur de la mondialisation ?

**Allocution de M. Michel Albert,**

*Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques*

**devant les étudiants des Mastères Spécialisés de l'ESSEC**

le lundi 28 août 2006, à Paris

Je suis heureux d'être parmi vous ce matin et ce qui m'a frappé en arrivant, c'est que le 28 août à 8h30, tout le monde est là ! Nous ne sommes donc pas dans une université. Nous sommes dans une Grande Ecole, particulièrement compétitive.

La question que je dois vous poser appelle en premier lieu une brève définition, une définition simple : la mondialisation, que l'on appelle en anglais *globalization*, est l'ouverture et l'interpénétration croissante des économies à travers le monde, soutenue par la révolution des nouvelles techniques de communication et d'information et qui a permis l'entrée dans l'économie mondiale de plus d'un milliard de personnes qui, jusqu'à présent, restaient en marge dans une misère immémoriale. Je pense en particulier ici à ce qui s'est passé au cours des décennies précédentes en Chine, en Inde et dans d'autres pays d'Asie. La mondialisation, c'est avant tout cela.

Elle prend différentes formes, avec des événements très différents. Cet été, par exemple, il me semble que parmi les événements les plus marquants de la mondialisation, il y a eu, notamment pour nous Européens et Français, le fait qu'une famille indienne, Mittal, achète le premier sidérurgiste européen, qui avait mis environ trente ans à se constituer, Arcelor. Je vous assure que pour ceux qui ont vécu cette période, cela représente un sacré événement. Nous pouvons citer, comme deuxième exemple d'importants événements durant cet été, l'échec des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'OMC, à Genève, qui souligne le problème essentiel de l'ajustement des intérêts entre les plus puissants et les moins puissants. A cet égard, l'OMC est un élément d'organisation mondiale face à un « village global » — je reprends l'expression traditionnelle —, qui a comme caractéristique de ne comporter ni conseil municipal, ni maire, ni policiers surtout, de telle sorte que dans ce village global, le caractère anarchique, inorganisé, a pour effet de renforcer toutes sortes d'injustices et d'industries de la criminalité. S'il y a un mot qu'il faut associer aux mots *mondialisation aujourd'hui* pour porter un regard et une volonté positifs sur l'avenir, c'est *gouvernance mondiale* ; c'est cela qui nous manque fondamentalement.

Il y a un troisième et principal événement de la mondialisation, me semble-t-il, que nous avons vécu cet été. C'est tout simplement la coupe du monde de football. Le fait que deux milliards d'hommes — un tiers de l'humanité — se soient, au même moment, trouvés devant leurs postes de télévision pour apprécier la finale est vraiment un événement de portée mondiale.

Cela étant, comment ne pas voir que la mondialisation pose une question déterminante pour l'avenir, et particulièrement pour l'avenir des vieux pays les plus favorisés, les plus riches, qui sont maintenant au contact avec un monde nouveau, qui constitue, d'après l'opinion dominante en France, une menace ? Je tiens cette question pour dominante en ce qui concerne l'avenir. En effet, s'il est vrai qu'il y a bien menace de la mondialisation sur notre pays, la France — mais nous pourrions parler d'autres pays —, nous devrions logiquement tout faire pour nous défendre contre la mondialisation, en résistance, par patriotisme. Avez-vous remarqué, les Français présents dans cette salle, que ce grand mot, longtemps oublié, est

redevenu d'actualité ces temps-ci ? La résistance nationale pour la libération internationale fait rêver chez nous. Ce n'est pas par hasard que la France a, depuis un demi-siècle, inventé deux grandes innovations en ce qui concerne les ONG.

Premièrement, les Médecins du Monde. Lorsque vous voyagez à travers le monde, vous constatez que tout le monde comprend l'expression *French doctors*. Et çà, c'est nous qui l'avons inventé. Et puis, nous avons inventé aussi l'ATTAC, c'est-à-dire le courant des antimondialistes, qui d'ailleurs, s'étant interrogés sur la manière d'être antimondialiste, ont fini par se rendre compte que ce n'était pas si facile, de sorte que de « antimondialistes » ils sont devenus « altermondialistes ». Mais où est l'alternative ? Comment faire ?

Donc, cette question est importante surtout si nous pensons que nous sommes menacés. Mais s'il n'y a pas de menace majeure, il faut alors tirer parti de la mondialisation. Nous devons changer. Nous devons nous adapter. Nous devons ressembler davantage aux autres, nous Français, et notamment, nous avons beaucoup à apprendre des Anglo-Saxons. Et surtout, nous devons rajeunir nos idées, ce qui suppose une modification radicale des arbitrages intergénérationnels — des arbitrages entre les seniors et les juniors dans notre pays — qui, je vais vous l'expliquer tout à l'heure, ont tendance à se caractériser par une protection sociale privilégiant les seniors et qui implique qu'il y a aujourd'hui sur mon sujet un dilemme d'autant plus redoutable que :

1. La majorité des Français a peur de la mondialisation. Nous sommes le seul pays notable dans ce cas et il y a là un risque que cette opinion devienne auto-réalisatrice, qu'elle compromette la compétitivité nationale. C'est le premier point que je voudrais esquisser devant vous.
2. Deuxièmement, pourquoi ? Pourquoi avons-nous peur ? Pourquoi en est-il ainsi ? Quels sont les ressorts de cette peur singulière ?
3. Et troisièmement, comment en sortir ? Comment pouvons-nous tirer le meilleur parti de la mondialisation ?

Voilà les trois points que je voudrais aborder conformément à ce que l'on m'a appris à l'école, où on annonce sa pensée avant de terminer par une conclusion qui ouvre sur un sujet plus large, lequel est tout simplement votre vocation, à vous qui êtes ici les heureux sélectionnés de l'ESSEC. Vous avez, non pas seulement à être de bons techniciens de la gestion, du management et du marketing, mais vous avez à mettre dans votre travail une dimension humaine, une dimension sociale qui sera un facteur déterminant de la légitimité des entreprises dans lesquelles vous travaillerez d'une part, et d'autre part, pour vous — croyez-en ma petite expérience — une vraie source de bonheur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je suis heureux d'avoir à parler devant vous ce matin à l'ESSEC, qui est une maison exemplaire du point de vue de la dimension humaine qu'elle donne à l'action économique. A ce sujet, je voulais simplement vous dire que je suis invité à aller au Japon dans deux semaines par une grande entreprise japonaise qui souhaite que je tienne ce genre de propos à ses cadres, propos qui est bien au cœur de ce que j'ai entendu tout à l'heure en provenance de vos deux directeurs.

\*  
\*        \*

### **Premier point, la France a peur de la mondialisation.**

Il y a là une originalité de premier rang, une sorte d'exception française dont on a une idée, si on s'amuse à cliquer sur mondialisation dans *Google*. L'ayant fait, j'ai découvert la chose suivante. Dans la sphère anglophone, le nombre des références de *Google* qui présentent la mondialisation comme une chance est d'environ 18 millions, contre 9 millions qui la dénoncent comme une menace. Cela fait donc deux optimistes pour un pessimiste au regard de la mondialisation. Dans la sphère francophone, les résultats sont inversés. 600 000

références présentent la mondialisation comme une chance, alors que près de 1 800 000 la présentent comme une menace. D'un côté 2 optimistes pour 1, de l'autre 3 pessimistes pour 1. Ce n'est évidemment pas un sondage. Cela n'a pas de grande valeur scientifique, c'est purement indicatif.

Mais il est facile de penser que si l'on étendait la question aux nouveaux pays d'Amérique et surtout d'Asie, on verrait que ces pays sont véritablement passionnés par la mondialisation. J'étais au début de cette année à Bangalore — tout le monde sait ce qu'est Bangalore maintenant — et j'ai eu l'occasion d'y rencontrer un ingénieur informaticien qui m'a fait un vibrant éloge de la politique du président Bush — je ne suis pas habitué à ce que le président Bush soit aussi populaire parmi mes interlocuteurs — parce que Bush, m'a-t-il dit, a le courage de s'opposer aux tendances protectionnistes du Congrès américain, dont l'application serait une véritable catastrophe pour l'Inde. Il est clair que pour les pays émergents, la question ne se pose pas.

Je reviens à mes indications *Google* un instant encore — vous vous souvenez, anglophones, 2 à 1, francophones, 1 à 3 —, pour me poser la question des Allemands. Où se situent-ils ? A priori on pourrait penser, qu'une fois de plus, l'entente qui règne au sein du couple franco-allemand — surtout sur une question aussi fondamentale — ferait que les Allemands ressentent ce phénomène comme les Français. Il n'en est rien. La mondialisation est une chance pour 900 000 références de *Google* contre une menace pour seulement 450 000 références de *Google*. La proportion de 1 à 2 en Allemagne est la même que dans les pays anglo-saxons. Je trouve cela assez pittoresque. Comme je vous l'ai déjà précisé, cela n'a pas de grande valeur scientifique. Cela n'a même aucune valeur scientifique. C'est simplement une indication.

Mais l'Eurobaromètre de la Commission européenne, qui est un organe de sondage extrêmement sérieux, nous indique qu'à l'échelle de l'Europe des 15, les chiffres sont les suivants : pour 56 % des sondés, la mondialisation est une chance et la menace 39 %. Il y a deux pays pour lesquels ces chiffres sont inversés. Ce sont la France — pour les Français, la mondialisation n'est une chance que pour 40 % d'entre eux et une menace pour 58 %. Vous voyez donc tout à fait l'inversion. — et la Grèce, à égalité dans les sondages avec les Français. Les Grecs pensent comme nous, ce dont nous nous réjouissons, mais ce qui nous laisse tout de même un peu isolés.

Cette singularité de l'opinion française par rapport à la mondialisation s'inscrit dans un cadre plus général, dont voici deux autres éléments. Toujours selon l'Eurobaromètre, un sondage portant sur les conséquences pour l'emploi de la mondialisation indique que la France est le champion des réponses pessimistes : 71 % des Français en 2003 pensent que la mondialisation est défavorable à l'emploi contre 52 %, tout de même, dans l'Europe des 15. Cela montre que même si une majorité des habitants de l'Europe des 15 pense que, globalement, le phénomène est positif, il n'en demeure pas moins que ce modèle comporte, selon leur opinion, des problèmes en ce qui concerne l'emploi. Cela est évidemment lié au fait que l'opinion française a, aujourd'hui encore, tendance à rejeter le capitalisme et le système de la libre entreprise. De ce point de vue, au début de cette année, l'Université de Maryland a publié un sondage international *GlobalScan*, qui montre que, parmi les 20 plus grands pays du monde interrogés, à la question « *Le système de la libre entreprise et d'économie de marché est-il le meilleur pour l'avenir ?* », la Chine se classe en tête des réponses positives. La Chine, à 74 %, devance les Etats-Unis à 71 %. La France est le seul pays dans lequel une majorité substantielle (50 % contre 36 %) n'est « pas d'accord ». Cet isolement pessimiste de la France est difficile à comprendre, surtout vu de l'étranger, car cela ne correspond pas du tout à la vision globale que l'on en a. Je prends ici une publication de Sophie Meunier, économiste française et professeur à l'Université de Princeton, auteur d'un livre *La France face à la mondialisation*, qui écrit : « *En dépit du rôle de la mondialisation dans la modernisation du pays, la France semble s'être enfermée dans un discours antimondialisation à gauche comme à droite. Le discours public de la plupart des partis politiques a créé une atmosphère de*

*méfiance tellement générale par rapport au processus de mondialisation, que les Français semblent partager une pensée unique sur le sujet.* » Vous avez, les uns et les autres, entendu parler de la condamnation de cet ultra-libéralisme généralisé qui nous vaut tous les malheurs, et à commencer par les délocalisations dont nous allons parler maintenant. Je voudrais simplement noter tout de même que depuis 2003, date de ce livre, il y a eu certaines évolutions qui vont dans l'autre sens.

\*  
\*       \*

## **Deuxième point : quels sont les ressorts de cette crainte ?**

En tout cas, originalité française, la France redoute la mondialisation. Pourquoi ? C'est notre deuxième partie : quels sont les ressorts de cette crainte ? Je suis d'avis que, dans ce domaine, l'explication culturelle est beaucoup plus éclairante que l'explication économique. Pour ce qui est de l'explication économique, la *Documentation française* vient de publier un bref rapport, *La France face à la mondialisation*, que je vous invite à consulter car il fait le meilleur point, me semble-t-il, sur cette question. C'est un dossier du début de cette année regroupant de nombreux experts et qui a été réalisé par le professeur Eddy Fougier. Ce qui frappe le plus ce groupe de travail et le professeur qui en a fait l'introduction, c'est le caractère paradoxal d'une situation qui tient au fait que, d'un côté la France est au cœur, je cite, « à l'avant-garde de la mondialisation », et que d'autre part, elle est à l'avant-garde de la contestation de la mondialisation. Cette dissociation mentale n'est pas un phénomène très original. Il nous arrive très souvent de parler dans un sens et d'agir dans un autre. Fort heureusement, dans bien des cas, nous agissons mieux que nous ne parlons. Je reprends quelques phrases du professeur Fougier : « *La France est à l'avant-garde de la mondialisation. Elle est parmi les pays les plus ouverts aux investissements et les capitaux étrangers possèdent 45 % du capital des sociétés du CAC 40, ce qui est beaucoup plus que dans les autres pays. De plus, en ce qui concerne les investissements directs, les créations directes d'activité dans le monde, la France en est l'un des principaux bénéficiaires — elle est le deuxième — et par ailleurs, les investissements étrangers créent en France 30 000 emplois dont plus de 8 200 pour les seuls investissements américains* ». Nous pourrions citer beaucoup de chiffres du même genre. Par exemple, les investissements étrangers en France ont créé plus de 200 000 emplois au cours des vingt dernières années. J'ajoute aussi que nous sommes également dans une situation particulièrement favorable en ce qui concerne les grandes entreprises internationales françaises, puisque d'après l'ONU, la CNUCED, 15 entreprises françaises figurent dans le groupe des 100 premières entreprises transnationales non financières, dont 5 dans les 20 premières. C'est dire que nous sommes, à cet égard, devant l'Allemagne (13 entreprises), devant la Grande-Bretagne (12 entreprises), devant le Japon (9 entreprises). Je suis persuadé que ces chiffres ne sont pas connus de tout le monde.

Il me semble donc que le problème principal n'est pas un problème de caractère économique. Je vois comme principal ressort de cette crainte de la mondialisation une sorte de recyclage de vieilles idéologies, de vieux mythes protectionnistes. Et à cet égard, il faut que nos invités des pays qui n'ont pas un passeport français prennent connaissance de l'existence dans notre pays d'un personnage hautement symbolique, tout à fait caractéristique de ce qu'il y a de pittoresque dans les idées françaises dont je parlais précédemment. C'est un personnage que se caractérise, d'une part par une grosse moustache, et d'autre part par une longue pipe. Il s'appelle José Bové. C'est un intellectuel libertaire installé dans le Larzac et qui s'est révélé au monde, en 1999, par le saccage d'un restaurant de Mac Do dans la petite commune de Millau qui est aujourd'hui desservie par le plus beau viaduc du monde. Cela a fait de lui le héros d'un concept nouveau qu'il a introduit dans la langue française, le concept de *malbouffe*. Malbouffe signifie la mauvaise bouffe, donc la mauvaise nourriture, et pour lui

Mac Do en est le symbole. Et avec son allure d'Astérix de l'anti-américanisme, il a utilisé les médias dans tous les sens. Au passage, je suggère à ceux d'entre vous qui ne connaissent pas encore Mac Do d'aller visiter le site [www.la-vache-folle.com](http://www.la-vache-folle.com) et de jouer quelques instants avec José Bové à sauver le monde. Dans l'ordre, vous commencerez par faucher du maïs OGM ; ensuite, vous tuerez des vaches folles ; après quoi vous détruirez le *fastfood*, avant de jeter vos fromages sur les forces de l'ordre. — car il est du pays du fromage, du Larzac, du bon fromage français qui est critiqué dans d'autres pays — ; et vous pourrez enfin affronter, dans un tête-à-tête brutal, un capitaliste sans doute américain, repu et en redingote qui essaiera de vous détruire en vous lançant des CAC 40 représentés par des flèches acérées. Grâce à cela, ou bien vous réussissez et le modèle affiche *Tout le monde va bien. Merci José !*, ou au contraire, *Le monde est foutu* si vous ne parvenez pas à terrasser le capitalisme. Voilà le genre de plaisanterie que l'on peut voir, mais qui n'est pas sans signification et dont on ne peut pas ne pas tenir compte pour prendre la mesure des efforts de retour au réel que nous avons maintenant à accomplir.

Il y a bien évidemment d'autres ressorts à cette peur française de la mondialisation mais l'un des fondements principaux, tout de même, est que nos concitoyens disposent d'une culture économique très insuffisante. De ce point de vue, vous qui faites de longues études de caractère économique avez des responsabilités qui ne sont pas seulement professionnelles, mais aussi sociales. J'en donne un exemple à travers ce que je vois chez deux de mes petits-fils qui préparent le Bac en section économique et sociale. Dans leurs manuels, ils découvrent un univers tout en noir et blanc privilégiant le manichéisme plutôt que la complexité, des explications réductrices voire simplistes. La mondialisation est illustrée systématiquement par des photos de pays en développement, assaillis, exploités, aliénés par les multinationales Coca Cola, Mac Donald et Disney. Mais on ne trouve aucune photo de bureaux ni de cadres, symboles du développement. Voilà pour le premier manuel de chez Hachette où Bill Gates est le seul grand patron représenté et il l'est, non pas au titre du succès prodigieux qui a été le sien, non pas au titre de la générosité exemplaire qui constitue aussi un phénomène de la mondialisation de cette année, mais pour illustrer un article sur le procès de Microsoft. Il est bien certain que Microsoft commet des abus de position dominante en matière de concurrence, mais c'est tout de même secondaire par rapport au reste. Quant à mon deuxième petit-fils, dans le chapitre *Mondialisation, intégration et croissance* du manuel de terminale de l'édition Nathan, le premier visuel est un dessin montrant un couple de Pakistanais qui cousent à la lumière d'une lampe à pétrole des ballons de football. Voilà ce que l'on donne aux jeunes comme première illustration de ce qu'est la mondialisation. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner s'il existe certains dérapages.

La troisième raison, me semble-t-il, est une explication politique que je résumerai de la manière suivante. Après avoir été pendant un demi-siècle, et particulièrement pendant les trente glorieuses, exemplaires pour préparer l'avenir, pour faire de grands investissements en avenir long qui nous a permis d'avoir des avantages comparatifs remarquables dans de nombreux domaines — en aéronautique, en particulier, et les moyens de transports en général — nous sommes entrés il y a une vingtaine d'années, dans ce monde dominé par la mondialisation, dans une phase où notre politique sociale a été une politique comportant des contresens en ce qui concerne l'emploi, l'université, les finances publiques. Des erreurs qui préparent mal — je le répète — l'avenir de notre jeunesse. La France fait passer la protection sociale des seniors avant la préparation des juniors à la mondialisation. C'est un premier contresens. Contresens qui porte également sur l'emploi et qui s'ajoute à un contresens sur les universités et à un autre sur les finances publiques dont je vous dirai quelques mots.

Concernant le contresens sur la protection sociale et l'emploi, notre pays est le champion du monde pour l'abaissement de l'âge de la retraite. Depuis que l'amélioration de la santé publique permet à notre espérance de vie de s'allonger d'un trimestre tous les ans, nous avons abaissé l'âge de la retraite légal à 60 ans et nous sommes les seuls dans ce cas. Naturellement, nous avons avec cela multiplié les retraites anticipées et allongé les périodes



de congés payés. — Je ne parle pas des 35 heures —. Cela fait qu'aujourd'hui, même si la productivité horaire des travailleurs français est une productivité qui est à peu près la meilleure au monde, ces mêmes travailleurs travaillent en moyenne 32 % de moins qu'aux Etats-Unis. Il y a, a-t-on pu dire, une sorte de préférence française pour le chômage. Ce serait en un sens la solution s'il n'y avait pas de concurrence internationale dans le monde, mais ce n'est pas le cas et notre politique de l'emploi est une menace pour la France dans ce contexte de la communication, ne serait-ce qu'en raison des effets pervers résultant du fait que les *insiders*, ceux qui ont un emploi, dans la très grande majorité des cas, ont un emploi à durée indéterminée. Ils sont dans une situation statutaire de stabilité proche du secteur public — pas identique mais proche —, alors qu'au contraire, ceux qui sont *outsiders* — ceux qui ne sont pas encore rentrés et particulièrement les jeunes — sont astreints de plus en plus longtemps aux CDD, aux contrats à durée déterminée, dont les effets pervers sont maintenant bien connus et qui font d'ailleurs l'objet depuis peu de grands soins de la part du gouvernement. Ce contresens de l'emploi résulte d'une idée fautive suivant laquelle le nombre des emplois étant limité, si on veut limiter le chômage, le réduire, il faut partager le travail par l'abaissement de l'âge de la retraite : quand on abaisse l'âge de la retraite, on laisse de la place aux jeunes. Au plan global, je vous dirai tout à l'heure ce que cela donne.

Le contresens sur l'université tient en particulier au fait que la gratuité à l'université est contre la compétitivité. Nous sommes dans une économie de la connaissance. Nous aurions donc dû mettre toute la priorité sur le développement de la recherche scientifique et technique. Ce n'est pas ce qui a été fait et il faut par conséquent, maintenant, mettre en synergie la recherche et l'enseignement faute de quoi la politique de financement de l'Université — qui se caractérise par le fait que dans l'OCDE, en moyenne, un étudiant coûte 80 % de plus qu'un lycéen, alors qu'en France, un étudiant coûte sensiblement moins qu'un lycéen — continuera à maintenir nos universités dans la pauvreté et à les handicaper tant en ce qui concerne leur efficacité qu'en ce qui concerne leur compétitivité.

A tout cela s'ajoute le contresens des finances publiques. Après avoir là encore pendant près d'un demi-siècle géré nos finances publiques d'une manière tout à fait rigoureuse — en augmentant d'ailleurs la charge fiscale et sociale qui est très élevée en France, nous avons évité les déficits —, depuis une vingtaine d'années, nous sommes dans l'application du contresens selon lequel le déficit des finances publiques — le fait que l'Etat dépense plus qu'il n'absorbe — constitue un moyen de renforcer la consommation, et donc, facilitant ainsi la croissance, contribuerait à la création d'emplois. Cela est radicalement faux et je voudrais simplement vous laisser à l'esprit le chiffre suivant : vous savez qu'au terme du traité de Maastricht, les pays membres de la zone Euro ne peuvent pas dépasser, sauf exception, un déficit de leurs finances publiques de plus de 3 % du PIB, ces 3 % du PIB représentant environ 20 % des dépenses des administrations publiques. Notre déficit public, à l'heure actuelle n'est pas de 3 % — ce 3 % comporte un dénominateur qui lui enlève toute pertinence — mais de l'ordre de 20 %. Tout cela se résume dans un livre choc à paraître au mois de septembre 2006 de Patrick Artus, chef-économiste de la Caisse des Dépôts et Consignations, intitulé *Comment nous avons ruiné nos enfants*. Je tiens tout de suite à vous préciser qu'il y a dans ce titre un effet de médias, mais il est vrai que nous sommes sur une mauvaise pente.

Et puisque j'ai longuement évoqué le problème de l'université-parking, je voudrais vous faire part d'une information toute récente. L'Université de commerce de Qinghua à Pékin vient d'obtenir de l'autorité gouvernementale chinoise un plan de travail visant à faire de cette université le « Harvard chinois », compétitif avec Harvard. Pour cela, elle a créé un *board*, regroupant le Gouverneur de la Banque de Chine, le maire de Pékin, le directeur des études du M.I.T., le directeur des études de Stanford, le PDG de Wal-Mart, de Sony et de Goldman Sachs et deux Français, dont Carlos Ghosn. Je trouve formidable que Carlos Ghosn, à ma connaissance, ne soit administrateur d'aucune université française et que les Chinois viennent le chercher pour construire cette entreprise-université ayant pour mission de

concurrencer un jour Harvard. Il me semble que cette initiative mérite que nous en prenions conscience pour insuffler à la France la résolution de sortir de la voie dans laquelle elle s'est engagée et afin qu'elle cherche ce que Michel Camdessus a appelé dans son rapport « le chemin du sursaut ». Cela nécessite avant tout de clarifier nos idées en ce qui concerne notamment le chômage, la délocalisation et l'exploitation du Tiers-Monde.

Sur le chômage, il faut savoir que le taux de chômage des jeunes est le double de la moyenne en France, ce qui n'est pas le cas en Allemagne (taux moyen du chômage en France en 2005 : 9,8 % ; en Allemagne : 9,9 % — globalement le même — ; pour les 15-24 ans, 22 % en France contre 11,7 % en Allemagne, et là l'écart est significatif). Cela résulte essentiellement du fait que l'enseignement en Allemagne est très associé, en coopération, en partage, avec la vie des entreprises. Nous avons beaucoup à apprendre dans ce domaine. Et comme je l'ai dit précédemment, nous avons essayé jusqu'à maintenant la solution du partage du travail et je cite maintenant la conclusion de l'OCDE dans ce domaine : « *L'OCDE a prouvé que toutes ces mesures de réduction de la durée du travail qui caractérisent la politique française ont abouti en fait à des résultats opposés aux objectifs visés. La France est le pays dont les résultats des politiques de l'emploi sont les plus médiocres. Il est par ailleurs prouvé qu'il existe une stricte corrélation entre le chômage des seniors et le chômage des jeunes.* ». Je voudrais m'arrêter sur ce point. Le bon sens est bien celui du partage du travail. Le bon sens nous dit bien qu'à chaque fois qu'un senior part en retraite, il laisse une place pour un junior. Mais considérant les choses globalement, d'un point de vue macroéconomique — je n'ai pas le temps ici de vous en faire la démonstration —, on aboutit à la conclusion de l'OCDE que je vous rappelle : « *Il est prouvé qu'il existe une stricte corrélation entre le chômage des seniors et le chômage des juniors* ». Ce n'est pas une opposition, c'est une corrélation. Si on retarde l'âge de la retraite, on facilite par la même occasion l'accès à l'emploi des jeunes car nous sommes alors dans une société qui travaille plus et qui crée davantage d'emplois.

Quant aux délocalisations, c'est un terme qui est constamment associé au terme *mondialisation*. Tout récemment, en 2005, l'INSEE a publié une évaluation exhaustive dans ce domaine dont le résultat majeur est la faible ampleur du processus. Sur la période 1995-2001, 13 500 emplois industriels auraient été délocalisés chaque année, soit 0,35 % de l'emploi industriel ou encore 12 % des réductions totales d'effectifs. Les délocalisations sont une chose tout à fait secondaire. Mais ce qui est vrai, c'est que lorsque nous ne sommes pas compétitifs, les nouveaux emplois se créent à l'extérieur et non à l'intérieur des frontières françaises et européennes.

Abordons maintenant la dernière objection qui est souvent faite, selon laquelle la mondialisation serait fondée sur l'exploitation du Tiers-Monde. Je vous renvoie alors à un livre passionnant de Daniel Cohen, *La mondialisation et ses ennemis*, où l'auteur a démontré que « *la mondialisation n'est pas une exploitation des peuples, dont les peuples ne voudraient pas. La pauvreté n'est pas tant la conséquence de la mondialisation et de l'exploitation des pays pauvres par les pays riches, que le résultat d'un manque de mondialisation dans certains pays pauvres. Le drame des pays pauvres n'est pas d'être exploités, c'est d'être inutiles au reste du monde. L'essentiel des flux économiques mondiaux se fait entre pays riches et les pauvres en sont exclus.* » On ne peut pas dire que nous sommes en présence d'un phénomène d'exploitation et n'oublions jamais ce que je redisais tout à l'heure, à savoir que la mondialisation, la globalisation, a fait que pour la première dans l'histoire, en une durée de 20 à 30 ans, plus d'1 milliard d'hommes ont été arrachés à la misère immémoriale dont ils n'avaient cessé de souffrir.

\*  
\*       \*  
\*

Après ces quelques indications sur le sujet que vous avez bien voulu me soumettre, je voudrais conclure en affirmant premièrement, que ce n'est pas la mondialisation qui menace la France mais plutôt le fait qu'elle l'ignore à travers des politiques archaïques de protectionnisme intérieur.

Et deuxièmement, la mondialisation peut au contraire devenir un atout pour la France dans la mesure où elle contribuera à la relance de la construction européenne, entreprise pionnière d'une gouvernance mondiale qui doit être le but final. Il faut que dans notre village global, il y ait un jour un conseil municipal, un maire, des policiers, un ordre public et une sécurité publique. Cela suppose que des institutions publiques soient progressivement créées, ce dont l'Europe a commencé à donner un petit exemple. Il faut que nous ayons conscience qu'une triple tâche nous est assignée par la mondialisation :

1. renforcer la compétitivité de l'économie française
2. relancer la construction européenne
3. militer pour tout ce qui nous rapproche d'un minimum de gouvernement mondial

et, dans cette perspective, nous devons, et nous en sommes capables, positiver la mondialisation.

Je voudrais terminer par un texte mondialiste du grand écrivain péruvien, Mario Vargas Lloza, qui a écrit : « *Nul ne contestera que la mondialisation pose de nombreux défis politiques, juridiques, administratifs. Et si elle ne s'accompagne pas d'une mondialisation de la démocratie et de son approfondissement, elle risque d'entraîner de lourds dégâts facilitant par exemple l'internationalisation du terrorisme et du crime organisé. Pourtant, comparée aux bienfaits et aux chances qu'elle porte avec elle, et surtout pour les pays pauvres et en retard, nous devons brûler les étapes pour faire accéder leurs citoyens à un niveau de vie convenable. Ces défis, loin de nous déprimer, devraient nous pousser à les affronter avec enthousiasme et imagination. Et nous devons nous convaincre que jamais auparavant, dans toute l'histoire de l'humanité, nous n'avons eu autant de potentialités intellectuelle, scientifique, économique et morale qu'aujourd'hui pour combattre nos maux ataviques, la faim, la guerre, l'exclusion de l'Autre et l'oppression de toute nature.* »

Merci de votre attention.

\*  
\*        \*